

Sud-Est du bassin méditerranéen : Crise alimentaire sur fond d'instabilité politique et de réchauffement climatique

La question alimentaire est un enjeu majeur en méditerranée et principalement dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Egypte, Israël/Palestine, Jordanie, Syrie, Liban et Turquie) communément désignés par l'acronyme PSEM (SEMC en anglais). La problématique alimentaire, qui a atteint un pic record lors de la crise alimentaire mondiale de 2008, se conjugue à une crise climatique dont les effets néfastes se font déjà ressentir dans la région.

Beaucoup de ces PSEM ont connu récemment des soulèvements populaires contre des régimes autocratiques installés de longue date. Certaines de ces révolutions arabes ont débouché sur des gouvernements démocratiquement élus, comme en Tunisie où la transition, bien que fragile, se fait moins douloureusement qu'ailleurs. A l'autre extrémité de cet exemple, on trouve la Syrie qui a sombré dans la guerre civile.

Le « printemps arabe » de 2011 s'explique bien sûr par l'exaspération de longue date des populations envers des régimes autoritaires, une corruption généralisée, la répression politique et l'absence de libertés civiles et politiques. Des taux de chômage élevés, particulièrement parmi les jeunes qualifiés, et la détérioration des conditions de vie ont cristallisé le ressentiment éprouvé par les populations envers leurs gouvernants.

Beaucoup s'accordent à dire que l'élément déclencheur des soulèvements de fin 2010 et début 2011 a été l'explosion des prix des denrées alimentaires, déjà en hausse depuis 2008. Cet envol des prix, venu empirer une situation déjà fragile, s'explique par la diminution de la production céréalière domestique en raison des conditions climatiques, les sécheresses consécutives aux Etats-Unis et en Russie, l'expansion des cultures de biocarburants aux Etats-Unis, alors même que ces deux pays sont les principaux exportateurs de céréales vers de nombreux PSEM.

Contexte climatique des PSEM

Les contraintes naturelles millénaires (manque de terres arables, variabilité des températures et des précipitations), conjuguées à une série de phénomènes plus récents (hausse des températures moyennes, l'élévation du niveau de la mer, la raréfaction des ressources hydriques, l'augmentation des fréquences des sécheresses, faible pluviométrie) vont affecter plus sévèrement encore dans le futur le sud et l'est du bassin méditerranéen et décupler la pression humaine sur son environnement.

En effet, le changement climatique a pour double conséquence d'une part d'accentuer la pression sur les sols qui sont déjà surexploités de longue date, et d'autre part d'accroître la dépendance des pays de la région vis-à-vis des marchés internationaux. D'autant que la demande en céréales tendra à augmenter encore dans les prochaines années, notamment à cause de la stagnation de la production céréalière locale, mais aussi en raison de l'augmentation de la consommation et de la production locales de viandes et de produits laitiers (Rasmussen, Earth Policy Institute, 2012).

L'un des enjeux cruciaux consiste à faire face à la raréfaction des ressources en eau. La croissance démographique est forte et les besoins en eau seront probablement de plus en plus difficiles à satisfaire. La disponibilité en eau pourrait ne plus être suffisante pour l'irrigation des cultures, l'industrie et la distribution d'eau potable. Selon les estimations, les eaux pluviales risquent de diminuer de 10% d'ici 2050 dans l'entièreté du monde arabe. La demande en eau dépasse déjà en ce moment l'offre et va probablement augmenter de 60% dans le cours des trois prochaines décennies (Verner, World Bank, 2012).

Bon nombre d'économies nationales telles que l'agriculture et le tourisme sont dépendantes du climat, mais en exerçant une pression importante sur la ressource hydrique, elles sont sans surprise les premières à être fortement affectées par la raréfaction de cette dernière. S'ajoutent aux secteurs qui seront impactés : le secteur de la pêche ainsi que celui de l'énergie hydroélectrique (Thibault, Plan Bleu, 2008).

En agriculture plus particulièrement, les mauvaises récoltes et les baisses des rendements risquent de devenir la norme dans le futur. Cela aurait un effet désastreux sur les communautés rurales déjà en difficulté, en amenuisant leurs moyens d'existence, en augmentant le taux de chômage et par conséquent l'ampleur de l'exode rural vers les zones urbaines et côtières déjà elles-mêmes vulnérables et impactées par le changement climatique. Comme nous le verrons, l'agriculture industrielle en vogue dans les PSEM au cours des dernières décennies a absorbé une grande partie des ressources en eau. Or, l'aspect hydrique constitue un lien majeur entre réchauffement climatique et insécurité alimentaire (Fontan, l'Economiste, 2015).

Dépendance vis-à-vis du marché mondial

Une majeure partie des PSEM souffre d'une grande dépendance face au marché alimentaire global et à la fluctuation des prix du secteur. Bien que les raisons sous-jacentes aux soulèvements arabes furent aussi bien politiques que sociales, la montée des prix alimentaires a certainement fait office de déclencheur des manifestations sans précédent de fin 2010 et début 2011, en Tunisie, en Egypte, puis dans les autres pays avoisinants.

Les pays dont il est question dans cet article sont pour la plupart de gros importateurs de denrées alimentaires, principalement céréalières. Les importations dépassant les exportations, il en résulte une balance commerciale négative. Les pays arabes de manière générale sont des importateurs nets de riz, de blé et de maïs (Maystadt, IFPRI, 2012). Par ailleurs la volatilité des prix des denrées alimentaires au niveau global a un effet inversement proportionnel à l'évolution des prix locaux, particulièrement dans les pays importateurs nets. Les augmentations de prix sont en général fortement ressenties sur les marchés locaux (et ce en dépit du fait que beaucoup de ces Etats appliquent une politique de subsides pour protéger le consommateur à l'égard d'une augmentation des prix au niveau local), tandis que les baisses de prix, elles, ne se reflètent pas nécessairement de manière systématique sur les prix domestiques (FAO/Banque Mondiale, 2012).

Des chercheurs prédisent que la tendance des prix des denrées céréalières atteindra un seuil au-delà duquel une rupture sociale généralisée serait à craindre (Laga, Bertrand and Bar-Yam, 2011, p.2). La

même étude pointe également du doigt la politique gouvernementale des Etats-Unis de ces dernières années, qui a directement influencé les prix mondiaux et a par conséquent indirectement nourri (si on peut dire) l'instabilité sociale dans les pays importateurs de denrées alimentaires. En effet, la dérégulation des marchés de biens de consommation et les politiques étasuniennes de subsides pour encourager la conversion de cultures de maïs aux biocarburants (éthanol) ont donné libre cours aux activités spéculatives au niveau global.

Par ailleurs, les principaux fournisseurs des PSEM en matières céréalières sont la Russie (34%) et les Etats-Unis (19%) (FAO/Banque Mondiale, 2012). Par conséquent, les désastres climatiques tels que les sécheresses que connaissent de manière répétitive depuis 2007 ces deux contrées exportatrices affectent inévitablement les pays importateurs.

Des politiques nationales qui ont accentué la vulnérabilité

Les raisons de la vulnérabilité et de la dépendance de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient en général, face au marché international sont également à rechercher sur le plan interne. Il ne faut pas négliger l'impact sur les situations actuelles des politiques agricoles nationales, instituées de longue date.

La plupart des pays concernés sont passés sans transition aucune de l'ère de la colonisation à celle de régimes omnipotents, souvent soutenus par les principales puissances mondiales pour diverses raisons géopolitiques. Le contrôle sur tous les aspects de la vie sociale exercée par ces régimes autocratiques ne s'est certainement pas assorti de politiques d'accès équitable à la terre, de développement rural et de distribution égalitaire des ressources.

En outre, depuis les indépendances (années 1950 et 1960), les principaux investissements en agriculture des dernières décennies se sont focalisés sur les biens exportables, généralement au détriment des besoins des populations locales (voir Zurayk, 2012). A cet effet, une approche d'intensification agricole ainsi que des programmes gigantesques de modernisation technique ont été implémentés. Les subsides étatiques visaient presque en exclusivité les grandes exploitations agricoles. Dans les années 1970 et 1980 les investissements privés furent encouragés, en particulier pour répondre aux exigences des programmes d'ajustement structurel prescrits par les institutions financières mondiales (Ayeb, 2012).

Par ailleurs, quasiment toutes les ressources hydrauliques furent mobilisées à des fins d'irrigation, ce qui a causé l'épuisement des ressources en eau. Ceci se vérifie particulièrement en Egypte, où presque 1 million d'hectares de zones irriguées et cultivées fut gagné sur le Sahara (Ayeb, 2012).

La combinaison de ces politiques a inévitablement mené à la marginalisation des petits paysans, à l'inégalité d'accès aux ressources naturelles et administratives ainsi qu'à des disparités territoriales, sociales et économiques.

L'agriculture vivrière et locale a été négligée au profit d'une production tournée vers l'exportation. Pour autant, ces développements d'une agriculture à grande échelle n'ont pas réussi à assurer une plus grande sécurité alimentaire, ni même à atteindre un équilibre commercial agroalimentaire. Ce qui aurait au moins contribué à protéger les populations face à une exposition excessive aux fluctuations des marchés internationaux. En effet, l'activité d'exportation des PSEM (NB. il existe toutefois des

différences de situation d'un pays à l'autre) peine à atteindre le niveau nécessaire pour générer des devises étrangères et financer les importations de denrées alimentaires (Maystadt, 2012). A fortiori lorsque les prix s'envolent.

Perspectives

Les systèmes alimentaires locaux inadéquats persistent toujours, malgré les révolutions arabes de 2011 et le renversement de nombreux régimes. Les dysfonctionnements sont aggravés par une conjugaison de facteurs dont des conditions naturelles défavorables, aussi bien dans la région en question, qu'ailleurs dans le monde. Nous avons en effet vu les effets désastreux que pouvaient avoir sur le quotidien de millions de foyers dans les PSEM, un phénomène de sécheresse en Russie ou une politique délibérée de conversion de cultures alimentaires à la production de biocarburants aux Etats-Unis.

Des études récentes menées notamment par l'IFPRI, affirment sans hésitation que l'enjeu de souveraineté alimentaire non seulement entravera un déroulement harmonieux des transitions actuelles, mais qu'il sera également une importante source de conflits dans la région, si des solutions durables ne sont pas pensées (Maystadt, 2012). Dans ces contextes de transitions politiques souvent fragiles, il existe un risque de récupération des enjeux sociaux -et donc de sécurité alimentaire-, notamment par des groupes d'extrémistes religieux qui exercent une influence non négligeable sur les franges les plus pauvres de la société. D'où la nécessité pour les gouvernements en place d'aborder cette problématique de manière appropriée (voir l'interview de Didier Billion sur le site de l'IRIS, 31 janvier 2013).

Au niveau national, des mesures concrètes doivent donc être mises en place pour favoriser les agricultures locales et à petite échelle. Cela doit passer par une réallocation adaptée des subsides et par la prise en charge prioritaire des zones rurales. La production domestique doit être encouragée et des mesures spécifiques doivent être prises pour protéger les populations les plus vulnérables économiquement contre l'extrême volatilité des prix des denrées alimentaires. Cela soit aller de pair avec des politiques gouvernementales de lutte contre les effets du changement climatique (voir Osberghaus, D., Baccianti, C., MEDPRO N° 26, 2013). Ces mesures doivent bénéficier en priorité au plus vulnérables, et ce à moindre coût et d'une manière durable. Une meilleure planification au niveau national jouera également un rôle de sensibilisation de la population aux enjeux et aux solutions. Dans ce contexte, il est primordial que la société civile et notamment les communautés soient impliquées dans des processus multi-partenariaux de prise de décision et d'échanges d'informations (Chiwaka; Yates, 2005). La lutte contre les effets du changement climatique passe aussi par une coopération au niveau international et notamment entre la rive nord de la Méditerranée (plus généralement l'Union Européenne) et la rive sud, à travers une aide directe ou par le truchement d'accords multi-/bilatéraux. Par ailleurs, une solidarité régionale entre pays voisins est cruciale, particulièrement lorsque deux pays partagent un même bassin hydrologique ou la même ligne de côte maritime.

Sur le plan global, beaucoup d'ONG plaident pour une réforme urgente des politiques en matière de biocarburants. Les pays exportateurs de céréales doivent réduire le volume de cultures céréalières converti à l'éthanol au détriment des besoins humains (Lagi, Bertrand, Bar-Yam, 2011). Par ailleurs, la

régulation des marchés des biens de consommation doit être repensée: la spéculation financière sur les matières premières alimentaires devrait être limitée afin de permettre au marché de se stabiliser.

De manière générale, un changement efficace et fiable en termes de gouvernance et de représentation institutionnelles, une meilleure lutte contre les phénomènes de corruption, des mesures socio-économiques durables visant à améliorer les conditions de vie des populations, mais aussi une coopération internationale juste et une stabilisation des marchés globaux, sont des prérequis à la résolution d'une équation complexe dans les PSEM, où l'incertitude politique s'ajoute à l'incertitude climatique et alimentaire.

Par **Inès AYARI**, membre du comité de rédaction de FIAN-Echo

Références bibliographiques

- « *La Filière des Céréales - Sécurité alimentaire et gestion des importations de blé dans les pays arabes* », FAO/Banque Mondiale 2012
- Ayebe, Habib (2012), « *L'Afrique du Nord entre dépendance alimentaire et marginalisation sociale* », <http://www.kapitalis.com/afkar/68-tribune/10235-lafrique-du-nord-entre-dependance-alimentaire-et-marginalisation-sociale.html>
- Billion, Didier (2013), interview publiée sur le site de l'IRIS « *Egypte : l'économie de marché va-t-elle avoir la peau de l'islam politique ?* », <http://www.iris-france.org/informez-vous/tribune.php?numero=534>
- Chiwaka, E., Yates, R. (2005), « *Participatory Vulnerability Analysis* ». Action Aid International
- Fontan, Sylvain (2015), « *Les pays méditerranéens face à la problématique alimentaire* », <http://www.leconomiste.eu/decryptage-economie/42-les-pays-mediterraneens-face-a-la-problematique-alimentaire.html>
- Lagi, M., Bertrand, K.Z. & Bar-Yam, Y. (2011), « *The Food Crises and Political Instability in North Africa and the Middle East* », <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.1910031>
- Maystadt, J.-F., Trinh Tan, J.-F., Breisinger, C. (2012), « *Does Food Security Matter for Transition in Arab Countries?* », Discussion Paper 01196, International Food Policy Research Institute
- Osberghaus, D., Baccianti, C. (2013), « *Adaptation to Climate Change in the Southern Mediterranean -A Theoretical Framework, a Foresight Analysis and Three Case Studies* ». MEDPRO Technical Report No. 26
- Rasmussen, S. (2012), « *Arab Grain Imports Rising Rapidly* », http://www.earth-policy.org/data_highlights/2012/highlights28, Earth Policy Institute
- Thibault, H-L. (2008), « *Climate Change and Energy in the Mediterranean* ». Sophia Antipolis:European Investment Bank/EuroMed », Plan Bleu
- Verner, D. (2012), « *Adaptation to a Changing Climate in the Arab Countries* ». Washington, DC: World Bank, MENA development report 73482
- Zurayk, R. (2011), *Food, Farming and Freedom: Sowing the Arab Spring*. Charlottesville, VA:Just World Books